

La diplomatie du Saint-Siège 1 **décembre 2006**

Vatican et Saint-Siège : une distinction nécessaire

Le Vatican et le Saint-Siège sont deux sujets juridiquement distincts en Droit international public qu'il convient de différencier. En effet, seul le Vatican se voit reconnaître la condition d'État en étant le support matériel, juridique, financier et postal du Saint-Siège. Ce dernier désigne à la fois la fonction exercée par le Souverain Pontife, et les institutions (congrégations, offices, commissions et tribunaux) qui permettent le gouvernement de l'Église catholique et est donc une entité non territoriale. Le Vatican a été constitué pour donner de l'indépendance au Saint-Siège et le rendre ainsi, incontestablement, souverain vis-à-vis des autres États. Ces deux sujets obéissent à l'autorité du Souverain Pontife doté d'une double fonction : chef spirituel sur le Saint-Siège et chef temporel sur le Vatican. Cette distinction faite, il apparaît plus correct de se référer à une vision géopolitique, si elle existe, du Saint-Siège, une fois que c'est celle-ci l'entité gouvernante de l'espace territorial désigné par le Vatican.

La diplomatie du Saint-Siège : présence dans les relations internationales ; protection des intérêts catholiques ; diffusion des valeurs de l'Église

La [diplomatie](#) du [Saint-Siège](#) surgit véritablement vers la fin du [XIe siècle](#) quand les premiers légats commencent à être envoyés vers les différents royaumes de la chrétienté pour permettre au clergé résident d'avoir une plus grande marge de manœuvre à l'égard des autorités civiles locales. À partir du [XVIe siècle](#), la papauté doit s'adapter à l'émergence de l'État-nation : apparaissent alors les premières [nonciatures](#), avec à leur tête un [archevêque](#) venant de [Rome](#). Malgré une fragilisation par la Réforme et le développement de la philosophie des Lumières, le [Saint-Siège](#) reste toujours présent sur la scène internationale. La légitimité de la diplomatie pontificale dans la sphère internationale est ensuite entérinée à plusieurs reprises par des traités de référence (le [congrès de Vienne](#) en 1815 et la conférence de Vienne de 1961 codifiant le droit diplomatique). Son rôle d'acteur international est aujourd'hui pleinement reconnu depuis les [accords de Latran](#) qui donnent une dimension étatique à une confession religieuse lui permettant d'agir directement dans la société internationale. Le Vatican est donc représenté dans les plus grandes organisations internationales: membre du HCR, observateur à la FAO, à l'UNESCO, à l'OMS et à l'OIT. Il est également représenté lors de la création, en 1956, de l'AIEA. En Europe, il dispose d'un observateur permanent au Conseil de l'Europe. Il est aussi invité à la CSCE en 1973, bien comme à des conférences où l'on élabore des conventions internationales à caractère normatif. Pendant ces conférences et profitant du statut d'État du Vatican, le Saint-Siège n'hésite pas à faire valoir ses idées, comme lors de la Conférence du Caire où, sachant que les décisions étaient prises par consensus, il n'hésite pas à vouloir imposer sa doctrine anti-avortement. Aujourd'hui, les missions diplomatiques auprès du Saint-Siège sont au nombre de 176, les absences les plus importantes étant celles de la Chine, de l'Arabie Saoudite, de la Corée du Nord et de l'Afghanistan. Tout aussi important pour l'universalisation de l'Église sont les réseaux des organisations internationales qui l'aident dans sa mission. Ces organisations internationales catholiques partent, au nom du pape, là où les droits de l'homme sont sévèrement mis en danger. A titre d'exemple, la Communauté de Sant' Egidio est l'un des acteurs principaux de cette diplomatie en ayant des fonctions de distribution d'aliments ou d'aide au développement durable. D'autres formes d'actions externes sont les interventions du pape dans des conflits internationaux (comme celui entre l'Argentine et le Chili au sujet du canal de Beagle, entre autres) en tant que médiateur bien que cette méthode soit plutôt exceptionnelle. L'accord entre le Saint-Siège et [Israël](#) illustre parfaitement les logiques de cette diplomatie vaticane : il s'agissait à la fois de garantir la protection des chrétiens, notamment des pèlerins, ainsi que le libre accès aux lieux de pèlerinage, mais aussi la paix et la sécurité des peuples déchirés par la guerre en général.

Le pape, diplomate par excellence de l'Église romaine

En incarnant l'Église universelle et en ayant à sa disposition la curie, le pape joue un rôle central dans la diplomatie vaticane et dans l'établissement d'une mission géopolitique. Sous le pontificat de Pie XII (1939-1958), l'action du Saint-Siège est limitée par le socialisme à l'Est et se concentre surtout sur l'Europe de l'Ouest, l'Amérique latine et l'Afrique. Avec Jean XXIII (1958-1963), on assiste à une réouverture des relations avec les pays de l'Est dont le but est l'amélioration de la situation des catholiques. Mais les résultats seront limités une fois que Moscou considère que ses problèmes religieux sont des affaires internes à l'URSS. Durant les années 60, avec Paul VI (1963-1978), les représentations diplomatiques passent de 61 à 109, ce qui permet au Saint-Siège de se placer, non plus entre Est et Ouest, mais entre Nord et Sud. C'est à cette époque-là que le prestige international du Saint-Siège s'accroît considérablement et que commencent ses initiatives multilatérales ainsi qu'un véritable engagement international, emblématisé par la visite du pape à l'ONU en 1965. A partir de là, l'Église est officiellement engagée dans les problèmes du monde contemporain, notamment la justice et le développement du Tiers monde. Cependant, la décennie de 1960 créera aussi de nombreux problèmes à l'Église dont Jean-Paul II héritera : confrontation avec la sécularisation en Occident, permanences des conditions difficiles des catholiques du bloc soviétique, réduction de l'espace du catholicisme en Afrique par les États qui gagnent conscience de leur rôle social, « théologie de la libération » en Amérique latine.

Si la diplomatie du Saint-Siège est présente sur la scène internationale depuis des siècles, celle de [Jean-Paul II](#) l'a largement amplifié. D'abord par ses voyages, qui sont très nombreux et rassemblent des foules immenses mais aussi par le nombre d'audiences accordées au Vatican à de nombreux chefs d'État et personnalités politiques. Ce pape a ainsi visité presque la totalité de la planète (le continent américain, l'Europe de l'Ouest, l'Océanie, une bonne partie des Caraïbes, de l'Afrique noire, de l'Asie du Sud-est et de l'Extrême-Orient) ; il a touché le sol de pays musulmans (Turquie, Maroc et Pakistan), il a profité de l'effondrement du communisme pour visiter l'Europe de l'Est ; il est également allé en Chine. Il paraît indéniable que derrière toutes ces visites apostoliques se cache une véritable dimension universelle que Jean-Paul II voulait donner à l'Église. Mais si tous ces voyages ne sont que la partie visible de la géopolitique du Saint-Siège, sa partie cachée est tout aussi intéressante et passe par l'utilisation de medias. En effet, ayant une vocation universelle, cette diplomatie nécessite une large couverture médiatique. Derrière la médiatisation de ces voyages, il y a la volonté de montrer la présence de l'Église. Ainsi, l'attentat souffert en 1981 et encore plus la scène du pardon servirent à accroître, dans le premier cas de manière involontaire, dans le second délibérément, l'aura personnelle de Jean Paul II et à exposer mondialement les valeurs de l'Église. Par ailleurs, tous les gestes du pape filmés par un cameraman personnel et envoyés au monde entier, surtout en Amérique latine où se trouvent presque 50% des catholiques du monde mais qui reçoivent très mal Télé-Vatican, sont d'une très grande utilité. La presse écrite et la radiodiffusion ont de remarquables résultats comme celui d'avoir converti, en 1987, Grouchévo, un village ukrainien, en centre de pèlerinage entre l'Ouest et l'Est à travers des messages du pape en russe et ukrainien transmis en URSS. La première victoire du christianisme sur le communisme était consacrée.

La diplomatie du Saint-Siège 2 décembre 2006

Les différentes opérations mises en place par le Saint-Siège montrent qu'il y a une relation entre la conduite de sa politique sur le plan international et l'espace géographique sur lequel elle s'inscrit, donc qu'une vision correcte de l'espace géographique est essentielle et doit servir sa politique. En d'autres mots, le Saint-Siège participe aux rapports internationaux parce qu'il est souverain et indépendant et cette souveraineté et cette indépendance font de lui une puissance à cause de ses finalités spirituelles et religieuses, ses activités et sa capacité d'influencer l'opinion publique mondiale. En plus, c'est une puissance géopolitique puisque toutes ses démarches sont minutieusement calculées : chaque local à visiter, chaque situation à dénoncer impliquent un raisonnement dont le résultat doit être la satisfaction de la mission de l'Église.

Des actes très géopolitiques sous Jean-Paul II

Pendant la Guerre Froide, l'une des ambitions de Jean-Paul II était clairement de se tourner vers l'Est, mais les logiques bipolaires la mettent en échec. En 1988, la visite du pape en URSS à l'occasion du millénaire du baptême de la Russie par l'Église orthodoxe sert tant les intérêts de Gorbatchev, pour montrer son ouverture à l'Ouest et espérer une acceptation de ses propositions de désarmement, que ceux du pape, dont le but est de passer par Riga et Vilnius, mais qui ne le précise qu'au dernier moment en rappelant à Moscou les 13.5 millions de catholiques de l'URSS. Le passage par la Lettonie et la Lituanie étant irrécusable, la conquête de l'est est lancée. Lors de la rencontre entre le pape et Gorbatchev en 1989, on parle peu de religions mais beaucoup du Liban, de la Syrie, et de désarmement, les objectifs papaux étant de tester le changement des leaders soviétiques, de savoir ce que deviendraient les ex-républiques soviétiques et d'assurer la survie de l'Église entre l'Amérique et le Moyen-Orient.

Le but de la visite au Portugal en 1991 n'est pas de remercier Fatima de l'avoir épargné de l'attentat dix ans auparavant, mais d'assurer, à travers ce pays, la représentation de l'Église en Afrique, en Asie et en Amérique latine, grâce aux liens historiques. Ce voyage cache encore une autre logique inséparable d'une mission à accomplir pendant le voyage prévu pour 1992 à Saint-Domingue pour célébrer l'évangélisation de l'Amérique du sud : la logique de recourir aux colonisateurs pour atténuer les mémoires de souffrances associées à l'évangélisation. Ceci explique que le pape se soit tellement intéressé à l'Afrique au cours de ce voyage (félicitations de la médiation portugaise dans le problème angolais et invitation du clergé angolais pour souligner sa part de responsabilité dans cette paix). D'autre part, si le pape ne profite pas de ce voyage pour condamner les traitements indonésiens aux habitants de Timor Oriental, ce n'est que pour assurer le dialogue avec l'Indonésie et pour garantir que les catholiques puissent y vivre en paix. Il y a ainsi une véritable logique de protection des intérêts des catholiques en particulier et des chrétiens en général dans ses actions.

En Afrique, la stratégie du Saint-Siège passe par y montrer la présence papale, sans pour autant répondre aux aspirations des évêques africains qui souhaiteraient avoir un genre de « concile africain » qui limiterait considérablement l'autorité et l'infailibilité de Rome. Ainsi les voyages en Afrique servent à montrer que le continent ne tombera pas aux mains de l'Islam et à proclamer les hautes exigences du catholicisme qui le rendent exclusivement romain.

En Amérique latine, la « Théologie de la libération » défie l'Église romaine, en mettant en cause l'autorité vaticane et la hiérarchie institutionnelle. Les voyages du pape au Brésil en 1991 visent, en effet, à combattre cette doctrine et le fait qu'il ait lieu après ceux en Pologne et en Hongrie n'a pour but que d'établir un parallèle entre la chute du communisme à l'Est et la chute attendue du clergé marxisant de l'Amérique du sud.

La stratégie du Saint-Siège au Moyen-Orient est visible par rapport à trois situations : les deux guerres en Irak et Israël. Avant le déclenchement de la Guerre du Golfe en 1991, les initiatives du Saint-Siège pour l'éviter se sont multipliées. Il est urgent de dissocier l'Église de Rome de l'initiative stratégique occidentale contre l'Irak car le Vatican a toujours penché beaucoup plus coté arabe et palestinien que coté juif pour des raisons tactiques (il y a plus de chrétiens dans le monde arabe que dans l'Etat hébreu) et car il faut éviter l'énonciation d'un conflit judéo-chrétien contre l'Islam. Sa position par rapport à la Guerre en Irak en 2003 est aussi indissociable de sa préoccupation envers les communautés chrétiennes, dont la défense serait le premier pas pour une reconnaissance mutuelle entre chrétiens, juifs et musulmans, ce qui résoudrait les problèmes des lieux saints comme Jérusalem. A ce propos, l'accord signé avec Israël en 1993 et celui signé avec l'Autorité Palestinienne en 2000 avaient pour principal objectif de garantir la présence du Saint-Siège dans la zone et dans la résolution de la question palestinienne. Et c'est en fait ce dernier objectif qui est derrière toutes les actions du Saint-Siège au Moyen-Orient et il est d'autant plus important car le Saint-Siège tient parfaitement compte des grands changements de la zone méditerranéenne: augmentation du nombre de musulmans en Europe occidentale par les migrations et érosion de la chrétienté européenne par la croissante sécularisation. Ces transformations encouragent donc le Saint-Siège à augmenter son intérêt envers les chrétiens du Moyen-Orient, mais aussi à défendre une Europe multireligieuse, en exigeant une réciprocité de traitement pour les chrétiens hors de l'Europe.

Après Jean-Paul II, la diplomatie de Benoît XVI

Dès son arrivée, Benoît XVI reçoit un accueil enthousiaste et montre qu'il veut rester fidèle à la lignée politique de son prédécesseur. C'est en septembre 2006 que surgit la première polémique concernant le nouveau pape. Le 12 septembre 2006, lors d'une conférence à l'université de Ratisbonne sur les rapports entre la foi et la raison et sur l'apport de la Grèce antique à la pensée chrétienne, Benoît XVI évoque une citation extraite d'un dialogue entre un empereur byzantin du XIVe siècle et un érudit persan, critiquant une sourate du Coran légitimant la violence. La polémique est lancée dans les pays musulmans, cette phrase étant présentée comme une déclaration de guerre à l'Islam. Le Vatican s'est immédiatement chargé d'essayer de faire comprendre que le sens du discours papal avait été déformé. Le 25 septembre, lors de la réception des ambassadeurs des pays musulmans accrédités au Saint-Siège, le pape s'efforce d'inviter musulmans et chrétiens à « travailler ensemble ». Il présente ce dialogue en tant que « une nécessité vitale », mais rappelle qu'il doit être fondé sur « la réciprocité ». Il doit donc être « sincère et respectueux », reconnaître « les valeurs religieuses communes », et respecter « loyalement » les différences, l'identité et la liberté de chacun. Le Pape affiche cette perspective en invoquant volontairement Jean-Paul II, qui jouit d'une image positive dans le monde musulman en tant que pape ouvert à l'Islam. A cause de l'affaire de Ratisbonne, le voyage du pape en Turquie, pays laïc dont la population est à 99% musulmane, est présenté à hauts risques. Benoît XVI ayant été pendant 24 ans le plus proche collaborateur de Jean-Paul II a un souci de continuité en lui succédant. En se rendant en Turquie, le pape ne cherche donc pas la confrontation avec le monde musulman. Ce voyage traduit au contraire une autre préoccupation: la crainte d'une déchristianisation de l'Europe. En Turquie, il a donc rencontré le patriarche orthodoxe dans le but de rechercher l'unité rompue entre catholiques et orthodoxes. En fait, le défi de ce voyage était double : rassurer les musulmans et renouer avec les frères d'Orient. Mais ce voyage finit par représenter un autre tournant: alors qu'il y a encore deux ans, le cardinal Ratzinger s'opposait à l'entrée de la Turquie dans l'UE car « par son histoire et sa culture, elle n'appartient pas à l'Europe », lors de son entretien avec Recep Tayyip Erdogan, Premier ministre turc, il apporte explicitement son soutien au processus d'adhésion. Ainsi, grâce aux bienfaits de la diplomatie, le pape, tout comme le Premier ministre turc, comprennent qu'ils ont tout à gagner à débloquer la situation et à retirer tous les bénéfices en termes d'images du succès de ce voyage couvert médiatiquement par le monde entier. Erdogan se présente aux Européens comme le leader politique symbole d'un Islam modéré et démocratique; le pape diffuse son idée de dialogue entre les cultures et les religions et surtout affiche son soutien à l'adhésion turque.

La visite du pape Benoît XVI en Turquie décembre 2006

Un voyage qui commence sous de mauvais auspices

Du 28 au 30 novembre 2006, Benoît XVI s'est rendu en Turquie. Le but premier de ce voyage était de renouer les liens entre l'Eglise catholique domaine et le Patriarcat de Constantinople. Benoît XVI a en effet décidé de faire du rapprochement avec les orthodoxes la priorité de son pontificat. Cependant, pour de nombreuses raisons, Benoît XVI était loin d'être le bienvenu en Turquie :

1. Tout d'abord, si le Patriarcat de Constantinople, à la différence de celui de Moscou en froid avec Rome, reste l'allié des catholiques le mieux disposé, le monde orthodoxe, aujourd'hui fragilisé, retrouve de vieux réflexes antiromains.

2. Benoît XVI était précédé par sa réputation d'opposant à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne (UE) depuis qu'en septembre 2004, alors encore cardinal, il avait déclaré que, selon lui, cette adhésion serait « une erreur » : « *historiquement et culturellement, la Turquie a peu en commun avec l'Europe [...]. Il serait mieux qu'elle devienne un pont avec le monde arabe ou qu'elle forme avec lui son propre continent culturel.* »

3. Enfin et surtout, les propos prononcés par Benoît XVI lors d'une conférence à l'université de Ratisbonne en Bavière le 13 septembre 2006 avaient déclenché la colère de nombre de musulmans et la Turquie n'avait pas été le dernier pays à s'enflammer. Lors de cette conférence, le pape avait cité les propos tenus par un empereur byzantin du XIV^e siècle, Manuel II Paléologue, discutant avec un savant perse sur le *jihad* et affirmant que Mahomet n'amenait rien de nouveau sinon « *des choses mauvaises et inhumaines comme le droit de défendre par l'épée la foi qu'il prêchait.* » Devant les réactions de colère que sa conférence avait provoquée, Benoît XVI s'était dit désolé mais n'avait pas présenté d'excuses. Le Vatican avait expliqué que « *Ce qui tient à coeur au pape est une claire et radicale réfutation de la motivation religieuse de la violence. (...) [Benoît XVI] n'avait pas la moindre intention d'offenser la sensibilité des croyant musulmans.* » Ces mises au point n'avait pas calmé les esprits. En Turquie, pays laïc mais composé à 99% de musulmans, les islamistes, les ultranationalistes ainsi qu'Ali Barbakoglu, président du directoire des affaires religieuses, avaient remis en question la visite de Benoît XVI. A. Barbakoglu avait de plus ajouté avant le début de celle-ci qu'elle ne suffirait pas à effacer « *la rancoeur après la déclaration malencontreuse* ». Enfin, le dimanche précédent la visite, 15 000 personnes avaient défilé contre la venue de Benoît XVI à l'appel du parti islamiste Félicité.

L'entreprise de charme du pontife

Le voyage du pape s'est donc transformé en épreuve diplomatique de la plus haute importance.

Il s'agissait tout d'abord de se réconcilier avec les autorités politiques turques. Dans l'avion qui l'emmenait en Turquie, Benoît XVI a dénoncé les dangers d'un « *laïcisme* », c'est-à-dire « *une séparation totale* » entre la vie publique et les valeurs « *qui ont fondamentalement comme origine la religion* ». Cela ne pouvait que plaire aux membres de l'AKP (Adalet ve Kalkinma Partisi), issu de la mouvance islamiste et au pouvoir à Ankara. L'entretien de vingt minutes entre Benoît XVI et le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan à l'arrivée du pape à l'aéroport a aussi beaucoup contribué à l'apaisement des relations entre le Vatican et le gouvernement turc. R.T. Erdogan avait prétexté un sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique pour ne pas avoir à rencontrer Benoît XVI et ne pas se fâcher avec une partie de son parti, l'AKP. Mais il jouait son image de leader politique d'un islam modéré et démocratique et a donc changé d'avis. Lors de l'entretien, Benoît XVI s'est déclaré favorable à l'intégration européenne de la Turquie sur la base de valeurs et principes communs, montrant par là que ce que pensait le cardinal J. Ratzinger et le pape Benoît XVI étaient deux choses différentes. R.T. Erdogan s'est félicité de ce soutien dans une période où l'UE menaçait de geler partiellement le processus d'adhésion. A la fin du voyage, Benoît XVI a cependant montré les limites de son soutien en signant une déclaration commune avec le patriarche Bartholomée 1^{er} rappelant notamment que la liberté religieuse doit être un critère d'entrée dans l'UE. Après cette rencontre entre

les deux dirigeants, les membres de l'AKP qui pensaient boycotter la visite du pape, se sont finalement pressés pour être vus à ses côtés.

Benoît XVI s'est aussi efforcé de faire oublier à de la communauté musulmane ses propos de septembre dernier. A l'aéroport, il a dit au Premier ministre turc qu'il considérait l'islam comme « *pacifique et affectueux* ». Il n'a cessé ensuite tout au long de son voyage de répéter à tous ses interlocuteurs musulmans : « *l'islam est une religion de paix imprégnée aussi de raison et de connaissance* » et de citer Jean XXIII, nonce à Ankara au début de sa carrière et qui clamait « *J'aime les turcs* ». Il a de plus rendu visite en personne à Ali Barbakoglu. Enfin et surtout, il s'est rendu à la mosquée bleue. C'est le deuxième pape, après Jean-Paul II à se rendre dans une mosquée. Son geste est cependant bien plus fort puisqu'il a prié au côté du mufti d'Istanbul, Mustapha Cakrici, devant le mihrab indiquant la Mecque, sans chaussures, dans « la posture de la tranquillité ».

Enfin c'est l'opinion turque dans son ensemble, majoritairement hostile à son arrivée, que le pape semble avoir conquise. Si la une du quotidien *Sabah* était barré d'un immense « *Benvenuto* », la plupart des autres quotidiens ne consacraient pas leurs plus gros titres à sa visite. En revanche, sa photo de lui brandissant, à Ephèse, un drapeau turc que lui offrait un officiel a fait la une de tous les quotidiens. Ces derniers se félicitaient de plus que, lors de son arrivée, il n'ait pas exhibé sa croix pectorale. Tout au long de ses visites, Benoît XVI n'a commis aucun faux pas et en particulier dans le musée Sainte-Sophie. En effet, les islamistes insistent depuis des années pour rétablir son caractère de mosquée ou au moins avoir le droit d'y prier. Les ultranationalistes, eux, accusent les chrétiens de vouloir la reprendre pour en refaire une église. Evitant d'ajouter de l'huile sur le feu, Benoît XVI s'est contenté de la visiter sans prier. Lors de la visite du mausolée de Mustafa Kemal Atatürk, il a caché sa croix par respect.

Un bilan largement positif

Il n'y aura eu que peu de manifestations à l'encontre du pape, leur interdiction pendant sa visite et l'imposant service de sécurité ayant certainement joué. Seules quelques dizaines de manifestants islamo-nationalistes criaient, lors de la visite de Benoît XVI à Sainte-Sophie « *Le pape et le patriarche hors de Turquie !* », en brandissant des pancartes montrant un serpent à deux têtes. Au final, le pape peut donc se féliciter d'avoir réussi à faire oublier aux Turcs ses propos sur l'islam et ses positions lorsqu'il était simple cardinal. Il a su montrer ses qualités de diplomate et d'homme d'Etat, faisant passer les intérêts de l'Eglise avant ses opinions personnelles. Cependant, la question des relations avec l'islam aura mis au second plan l'œcuménisme avec les orthodoxes et le soutien au patriarche Bartholomée 1er, pourtant le but premier du voyage selon le Saint-Siège.